

Voyage révolutionnaire - Impressions d'un propagandiste

Douzième partie

Bibliothèque du mouvement prolétarien

DOUZIÈME PARTIE: INFLUENCES POLITIENNES, DÉSORGANISATION...

Issoudun est à quelques kilomètres. L'industrie n'y est pas très prospère: des mégisseries, des parchemineries, des chapelleries. Le tout comptant 600 ouvriers environ. Il y a quelques années Issoudun comprenait plus de 1.000 ouvriers de la peau: mégissiers et parcheminiers. Actuellement elle en compte moins de la moitié. La cause en est dans une fabrication défectueuse. Issoudun pourra être fière de ses divisions politiques, car elle en a connu. Le député est socialiste, il est en fonction depuis 1893, il a été maire de longues années. Qui est-il? Que vaut-il? Cela vous est indifférent ; à moi de même! Ce que je retiens c'est qu'autour de lui se groupèrent une grande quantité de travailleurs, tandis que d'autres se rencontraient autour du concurrent, également socialiste. Voyez la situation et dites-vous que la besogne politique préoccupait davantage les ouvriers que l'organisation syndicale. Aujourd'hui, ensemble, les quatre syndicats existants groupent à peine quarante membres. Pesez ce chiffre! Quarante syndiqués dans une ville qui élit un député et un maire socialistes à «demeure». Cette constatation comme on le verra, par la suite n'est pas particulière à Issoudun. Je puis ajouter que jamais ne m'était apparue avec tant de netteté l'opposition qu'il y a entre l'organisation ouvrière et la politique socialiste. Là où celle-ci domine il y a en général peu ou pas d'organisation syndicale. Je note ici ce point important. J'y reviendrai par la suite.

Je donnais une réunion aux mégissiers dans le but de redonner au syndicat qui en 1904 soutint quatre mois de grève générale corporative, un nouvel élan. Les militants escomptaient une quinzaine d'auditeurs, il y en eut plus de quarante. C'est un succès! me dirent ces militants.

Montluçon est une ville importante essentiellement industrielle; les usines y sont nombreuses, leur importance est énorme. Elles occupent des milliers d'ouvriers. Il y a donc, allez-vous dire, tout ce qu'il faut pour que Montluçon possède un fort mouvement ouvrier; d'autant, ajouterez-vous, que ses députés sont socialistes, qu'il en est ainsi depuis près de vingt ans, que la municipalité est également en grande majorité socialiste! Détrompez-vous! De ce moment Montluçon compte moins de deux cents syndiqués. A la réunion publique que je donnais sous les auspices de la Bourse du Travail, il y avait cent auditeurs à peine «entassés» dans une salle pouvant contenir un millier de personnes. Le résultat pour Montluçon était maigre; il était d'ailleurs escompté par les militants, qui dès mon arrivée dans la ville me communiquaient leurs craintes. Craintes justifiées ainsi qu'on l'a vu. Que pouvais-je dire à ces cent camarades? Vanter le mouvement local ou transmettre des impressions que chacun pouvait ressentir comme moi. Il est, en effet, profondément regrettable, leur ai-je dit, qu'une ville qui se pique d'être à l'avant-garde, d'être un foyer révolutionnaire, qui affecte une orthodoxie socialiste impeccable, compte des syndicats vides de membres. Je n'oublie pas qu'en mai 1906, le mouvement ouvrier avait acquis une grande force, il était une puissance. Mais une maladresse commise par un délégué de Paris jeta la dislocation générale dont les effets se répercutèrent dans le *Parti socialiste*. Aussi, depuis, celui-ci prend ses dispositions pour ne pas que se reforment les organisations syndicales, qui créèrent des difficultés au Parti lorsqu'elles étaient pleines d'activité.

Je ne désespère pas cependant de voir les métallurgistes de Montluçon reconstituer leur groupement, y venir en nombre, prêts néanmoins, à se garder de fautes irréparables tout en lui conservant sa forme combative. Pour atteindre ce résultat les camarades actifs feront bien de ne pas s'attarder à l'acte que commet l'ouvrier, consistant à aller déposer dans une urne un bulletin de vote, ils doivent ne voir en lui qu'un prolétaire qui a pour intérêt comme eux de lutter contre le patronat. Il leur suffira de reconnaître que dans le Parti, comme partout, il y a l'homme sincère qui souffre et celui qui tire parti de ces souffrances.

De là, j'allais à Toulouse passant par Limoges, sans m'y arrêter. Limoges est une ville importante tant par le nombre de ses habitants que par son activité commerciale et industrielle. Elle compte plusieurs milliers d'ouvriers travaillant dans la céramique, dans la chaussure, dans la métallurgie. Elle constitue un centre qui, comme Lyon, devrait jouer un rôle actif dans le mouvement syndical de cette partie de la France. Elle en possède tous les éléments à condition de les utiliser. C'est dire que jusqu'à ce jour ces éléments n'ont pas été utilisés. Comment le seraient-ils? La lutte politique préoccupe trop les militants pour qu'il leur soit possible de se livrer à une propagande efficace sur le terrain économique. D'autant que pour constituer un centre de rayonnement et d'attraction il est nécessaire de se donner tout entier à une unique besogne. C'est à cette condition que l'on s'améliore soi-même tout en améliorant autour de soi.

Parmi les travailleurs de Limoges il y a ce qu'on peut appeler du ressort, ils sont pleins d'élan, d'enthousiasme. Mais élan et enthousiasme ne sont «*permis*» et «*tolérés*» que si le Parti y trouve avantage et profit. Les pratiques du Nord ont leurs plagiaires à Limoges. On n'y parle plus aujourd'hui que «*d'action méthodique*», de «*calme*», de «*sagesse*», de «*prudence*». Les mouvements de 1902 et de 1905 s'éloignent dans le souvenir et dans les faits. Si l'on y songe c'est pour les regretter et pour jurer que tant que l'intérêt du Parti les interdira les grandes luttes ouvrières sont désormais «*fruit défendu*».

En effet, Limoges ouvrier fut ardent, prompt pour l'action, il y a quelques années. C'est qu'à cette époque les militants du Parti étaient en mauvais rapport avec le député-maire socialiste indépendant. Il était nécessaire que des événements se produisent qui fissent éclater l'impuissance du socialisme indépendant. Sur le terrain électoral et politique, le député-maire était imbattable. Sa faiblesse provenait de son peu d'influence sur le terrain syndical. Aussi ses adversaires politiques s'attachèrent-ils à l'œuvre des syndicats! Et en s'y attachant il en résultait un accroissement d'activité inconnue jusqu'alors qui se traduisait par des conflits.

Vous vous souvenez de la grève de 1905, des incidents qui se produisirent, de l'assassinat de Vardelle! L'intensité et la force de ces événements dépassèrent le but, sous l'influence des éléments révolutionnaires non socialistes. Ceux-ci se dépensèrent sans compter, donnant libre cours à leur colère et à leur exaspération. Les politiciens se laissèrent porter par les événements dans l'espérance que le député-maire lassé, découragé, abandonnerait le terrain - et les fonctions - pour les leur céder. Le Parti ne pouvait en effet acquérir une autorité qu'en détrônant l'indépendant qui jouissait des sympathies ouvrières.

Le maire se retira, les élections se firent. L'indépendant fut remplacé... par le Parti? non par les progressistes. Le but était ainsi dépassé. Le Parti avait travaillé pour le «*roi de Prusse*». Jugez de la déception. La grande bourgeoisie, la moyenne que le socialisme indépendant n'effrayaient pas s'étaient ressaisis en présence des conflits ouvriers chaque jour plus menaçants. L'action syndicale réalisait là ce qu'elle a opéré dans tout le pays et dans le Parlement, la réconciliation des classes bourgeoises apeurées par la lutte du syndicalisme révolutionnaire.

Depuis 1905, l'hôtel de ville de Limoges est dirigé par la bourgeoisie. Le premier acte de la municipalité, acte logique, fort naturel, fut de supprimer les subsides alloués à la Bourse du Travail et d'édicter un règlement inspiré de la loi de 1884 et qui avait pour objet de replacer l'action ouvrière sur le terrain légal. Ainsi, l'édilité se bornait à formuler en article de règlement ce que les politiciens allaient par la suite mettre en pratique. Mais ils ne pouvaient accepter sans mot dire l'attaque de la mairie. Le Parti, «*représentant direct de la classe ouvrière*», se devait à lui-même de protester et la dignité des ouvriers ne permettait pas d'enregistrer la suppression des subsides et la stipulation d'interdictions réglementaires sans que s'élevât de leur sein des récriminations et des menaces. En fin de compte, les syndicats abandonnèrent le local municipal et louèrent un immeuble trop réduit pour tous leurs besoins.

Vous croyez, sans doute, que les organisations ouvrières se repliant sur elles-mêmes, se cantonnant sur le terrain qui leur est propre allaient chercher parmi elles des ressources leur permettant de créer un foyer où, à l'abri des intimidations et des menaces, elles pourraient continuer leur propagande et fortifier leur action! C'eût été la meilleure réponse à faire à la municipalité. Les syndicats eussent, comme l'ont fait ceux de Bourges, montré leur force en prouvant aux édiles bourgeois que les subsides des municipalités ne leur étaient pas indispensables.

En effet le but de ces derniers en supprimant la subvention est d'affaiblir les syndicats et de leur ôter les moyens de fonctionner. Ce but est atteint si les organisations ne s'attèlent pas à toute besogne qui a pour objet de leur assurer pour demain les moyens d'action d'hier et si, s'y attelant, elles n'y parviennent pas. A Limoges, nulle tentative de relèvement n'a été faite ni esquissée. Atteints dans leur vie syndicale, les militants n'ont eu qu'un souci: réparer les préjudices sur le terrain électoral en dirigeant tous les efforts vers la conquête de l'hôtel de ville. Une fois installés dans la maison communale, les organisations recevraient de leurs mains: Bourse du Travail et subvention. Mais la conquête n'est possible à leurs yeux que si le Parti et ses propagandistes retournent à la politique sage, honnête, pondérée, réfléchie, qui, au lieu d'intimider la bourgeoisie, la rassure. Aussi le langage, la pratique syndicaux ont-ils changé depuis 1905! Le mouvement révolutionnaire confédéral, approuvé auparavant par Limoges, est aujourd'hui condamné, réprouvé. De telles apostasies n'atteignent que leurs auteurs.

Comme on le voit, à Limoges fleurit la politique parlementaire. Là, on n'accoutume pas l'ouvrier à pratiquer lui-même la lutte en vue de se fortifier et de se grandir. Non! il faut que le travailleur se situe en bas pour permettre aux intrigants de se hisser. Il faut des gouvernants, mais il faut avant tout des gouvernés. Attendez donc, camarades de Limoges, que le Parti ait ses élus pour ouvrir toutes grandes vos fenêtres par où pénétreront dans votre foyer ces grandes réformes dont ils seront si prodigues!

Victor GRIFFUELHES.
